

TERMINUS POUR SARKOZY....

Nicolas Sarkozy n'est plus président de la République française. Marqués par une participation élevée (plus de 80 %), les résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle sont sans appel (51,62 % pour François Hollande, 48,38 % pour Nicolas Sarkozy). Ils sanctionnent nettement celui qui n'a cessé de monter les uns contre les autres, de stigmatiser les étrangers, de privilégier les concurrences stériles, d'affaiblir le rôle de l'État, de mener les politiques de pulvérisation des solidarités alors que la crise économique, sociale et environnementale nécessite de renforcer les coopérations et de protéger les plus fragiles. **Le SNESUP se réjouit d'un tel résultat qui voit Nicolas Sarkozy et sa politique clairement battus dans les urnes. Une page est maintenant tournée, une nouvelle s'ouvre...**

Le dialogue social doit enfin retrouver sa place. Devant l'avalanche de contre-réformes menées au pas de charge contre la population, détruisant notamment notre système de retraite, détériorant le pouvoir d'achat, dégradant les services publics, en particulier d'éducation et de santé, mettant en cause l'emploi tant dans le privé que dans le public et généralisant la précarité..., le temps de la réflexion et de la concertation avec les organisations syndicales doit se substituer à l'urgence utilisée comme argument d'autorité durant ce quinquennat calamiteux.

Peu présents dans la campagne présidentielle, l'enseignement supérieur et la recherche n'entendent pas rester sur le bord du chemin. Sinistrés par des années de contre-réforme (Loi Pacte Recherche avec la création de l'AERES et de l'ANR, Loi LRU, décret comité de sélection, décret EC modifié, pulvérisation de la formation des enseignants fragilisant les IUFRM, processus dit "d'excellence", IDEX, Nouvelle Licence...), le service public d'enseignement supérieur et de recherche, ses acteurs sont en attente de réponses concrètes à ce qui a suscité leur colère en 2009. **Les revendications portées par le puissant mouvement qui a embrasé tous les établissements et les laboratoires, doivent être entendues par François Hollande qui maintenant est en charge de la fonction présidentielle pour les cinq prochaines années.**

Pour le service public d'enseignement et de recherche, l'urgence est de rompre avec les politiques menées depuis une dizaine d'années, de mettre en place la politique ambitieuse dont les acteurs, les étudiants et le pays ont besoin, et non de se limiter à de simples aménagements à la marge. C'est le sens de l'appel lancé par le SNESUP « [pour une rupture profonde et des mesures immédiates pour le service public d'ESR](#) », pour la démocratisation de l'enseignement supérieur. Cette rupture doit être amorcée par des mesures immédiates législatives, réglementaires et budgétaires. Elle passe par l'abrogation du pacte pour la recherche, de la loi LRU et de ses décrets d'application (comités de sélection), du décret statutaire des enseignants-chercheurs, par l'abandon des processus dits « d'excellence » pour stopper le creusement des inégalités entre établissements, l'abrogation des textes liés à la formation des enseignants, par l'abrogation de la circulaire Guéant... Cette rupture doit se concrétiser par un collectif budgétaire avant même le projet de loi de finances 2013.

Première organisation syndicale des enseignants du supérieur, le SNESUP-FSU entend peser dès maintenant pour satisfaire ses revendications pour le service public d'enseignement supérieur et de recherche, pour ses personnels. Il demande dès maintenant à être reçu pour exposer son analyse de la situation et ses propositions.

Dans les conseils d'établissements, le SNESUP renforce sa présence. Des succès en nombre...

Date élections	Université	CA collège A – participation	CA collège A : % voix*	CA collège A nb de sièges	CA Collège B – participation	CA collège B : % voix*	CA collège B nb de sièges	Nb de listes CA	Total élus CA
03/04/2012	Caen	71,00 %		0 sur 7	64,00 %		1 sur 7	2 listes A 2 listes B	1
03/04/2012	Nice	83,72 %	-	0 sur 7	73,69 %	17,90 %	1 sur 7	2 listes A 4 listes B	1
05/04/2012	Bordeaux 4*	97,50 %	51,40 %	6 sur 7	78,80 %	52,50 %	6 sur 7	2 listes A 2 listes B	12
11/04/2012	Lille 3	94,37 %		6 sur 7	71,80 %		5 sur 7	2 listes A 3 listes B	11
17/04/2012	Tours	83,15 %	23,66 %	1 sur 7	74,82 %	36,00 %	1 sur 7	2 listes A 2 listes B	2
17/04/2012	Amiens		38,80 %	1 sur 7		48,10 %	5 sur 7	3	6
17/04/2012	Grenoble 2	99,30 %	61,50 %	6 sur 7	87,70 %	67,70 %	6 sur 7	2 listes A 3 listes B	12
26/04/2012	Grenoble 3	71,00 %	72,27 %	7 sur 7	60,00 %	78,62 %	7 sur 7	1 liste A 1 liste B	14

(*) listes SNESUP ou impliquant le SNESUP sur des professions de foi s'opposant à la logique de la loi LRU

A lire sur le site de la FSU : <http://fsu.fr/6-mai-une-page-se-tourne>